

# TABLE DES MATIÈRES

## 1

### **Le prêt à usage et le prêt de consommation : questions choisies** ..... 7

Erik VAN DEN HAUTE

professeur à l'U.L.B., professeur invité à l'Université Jean Moulin de Lyon 3

### **Introduction** ..... 8

#### Section 1

### **Problèmes de qualification** ..... 9

#### Section 2

### **Prêt à usage et prêt de consommation : questions choisies** ..... 13

#### A. **Caractères juridiques du prêt** ..... 13

#### B. **De quelques règles spéciales applicables au prêt à intérêt** ..... 20

##### 1. Règles spéciales relatives à la stipulation d'intérêts ..... 21

##### 2. Protection spéciale de l'emprunteur ..... 25

## 2

### **Les contrats spéciaux et les contrats informatiques : questions choisies** ..... 33

Alexandre CRUQUENAIRE

avocat au barreau de Namur, chargé de cours à l'UNamur (CRIDS)

Thomas ESPEEL

avocat au barreau de Liège

Élodie LECROART

avocate au barreau de Namur

### **Introduction** ..... 34

#### Section 1

### **La qualification des contrats informatiques** ..... 34

Section 2

**L'indépendance des contrats informatiques : risques opérationnels et solutions** ..... 35

    A. **L'indépendance de principe** ..... 36

    B. **Les solutions pratiques** ..... 36

        1. Les solutions contenues dans le droit des obligations : des réponses parcellaires ..... 37

        2. La solution dans les aménagements contractuels ..... 40

Section 3

**La phase précontractuelle dans les contrats informatiques : obligation d'information et devoir de conseil** ..... 42

    A. **Le fondement juridique de l'obligation de conseil** ..... 42

    B. **La portée de l'obligation de conseil** ..... 43

        1. Une obligation à plusieurs facettes ..... 43

        2. Portée du devoir d'information et de conseil dans les contrats informatiques ..... 44

        3. Sanctions ..... 45

        4. Limites à l'obligation d'information et de conseil ..... 46

Section 4

**Quelques particularités de la fin des contrats informatiques** ..... 47

    A. **La résiliation du contrat informatique sur le pied de l'article 1794 du Code civil : impact sur les droits d'auteur** ..... 47

        1. La résiliation unilatérale du contrat d'entreprise : principes applicables ..... 47

        2. La gestion des droits d'auteur en cas de résiliation du contrat informatique ..... 49

    B. **Quelques difficultés liées à la fin d'un contrat informatique** ..... 50

        1. Les obligations post-contractuelles ..... 50

        2. Un exemple particulièrement important dans le cadre des contrats informatiques : la récupération des données du client ..... 51

Section 5

**L'impact du Règlement général sur la protection des données (R.G.P.D.) sur les prestataires de services informatiques** ..... 53

    A. **Une obligation d'assistance, de conseil et d'alerte** ..... 54

    B. **Le droit d'accès aux données** ..... 55

**Conclusion** ..... 56

## 3

## **Les contrats de jeux et de paris et les contrats accessoires aux jeux : aspects civils** ..... 57

Jean-François JEUNEHOMME et Benoît LECARTE  
avocats au barreau de Liège

### **Introduction** ..... 58

#### Section 1

### **Les grandes lignes de la réglementation des jeux de hasard en Belgique** ..... 61

- A. **De 1867 à 1999 : le règne de l'hypocrisie** ..... 61
  - 1. Introduction ..... 61
  - 2. Les articles 305 et 557, 3°, du Code pénal ..... 63
  - 3. La loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu ..... 64
  - 4. L'arrêt royal du 13 janvier 1975 portant la liste des appareils de jeux dont l'exploitation est autorisée ..... 67
  - 5. Le cas particulier des casinos ..... 69
  - 6. En synthèse ..... 71
- B. **La loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs** ..... 72
  - 1. Introduction ..... 72
  - 2. Interdiction des jeux de hasard ..... 74
  - 3. Les établissements de jeux de hasard ..... 75
  - 4. La Commission des jeux de hasard ..... 76
  - 5. Les licences ..... 77
  - 6. La protection des joueurs ..... 80
  - 7. Dispositions pénales ..... 81
  - 8. Sanctions administratives ..... 82
  - 9. Conclusion ..... 83

#### Section 2

### **Le contrat de jeu – L'exception de jeu** ..... 83

- A. **Rappel des principes du Code civil** ..... 83
- B. **Les principes sont-ils applicables aux contrats accessoires au contrat de jeu ?** ..... 85
  - 1. La question ..... 85
  - 2. Les controverses jurisprudentielles ..... 86

<b>C. L'article 5 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs</b> .....	92
1. Introduction.....	92
2. La portée de l'article 5.....	94
3. La jurisprudence de la Cour de cassation.....	95
4. L'application de l'article 5 dans le temps.....	96
5. Une question résolue?.....	99
<b>D. La modification de l'article 1966 du Code civil et l'abrogation de l'article 5 de la loi du 7 mai 1999</b> .....	100
1. Une première tentative.....	100
2. L'élaboration de la loi nouvelle.....	100
3. Un nouvel article 1966, alinéa 1 <sup>er</sup> . Une nouvelle question.....	103
<b>E. L'article 1966, alinéa 2, du Code civil s'applique-t-il aux contrats accessoires aux jeux de hasard ?</b> .....	103
1. Une réponse certainement négative.....	103
2. Quant aux contrats de jeu.....	104
3. La jurisprudence.....	104
<b>F. Que reste-t-il de l'exception de jeu ?</b> .....	106
1. Introduction.....	106
2. Dans les relations entre parties au contrat de jeu.....	106
3. Dans les relations entre parties aux contrats accessoires au contrat de jeu ainsi qu'à l'égard des tiers.....	107
4. Une « somme excessive ».....	107
<b>G. L'article 1967 du Code civil et l'adage <i>in pari causa turpitudinis cessat repetitio</i></b> .....	108
1. La nullité absolue et sa conséquence de principe.....	108
2. Les exceptions.....	108
3. L'article 1967 doit-il être appliqué de manière stricte?.....	109
4. Comment faut-il entendre les termes « dol, supercherie ou escroquerie »?.....	110
<b>H. Conclusion</b> .....	112
<b>Section 3</b>	
<b>Examen de jurisprudence</b> .....	112
<b>A. Lorsque des interdits de jeu parviennent à jouer</b> .....	112
1. L'orthographe du patronyme.....	112
2. L'absence de prénom.....	115
3. Observations.....	116
<b>B. À propos du contrat de placement de jeux de cafés</b> .....	119
1. L'information précontractuelle?.....	119
2. Contrat de placement de jeux et contrat lié.....	124

3. Le contrat de placement de jeux avec exclusivité entre le titulaire d'une licence E et le titulaire d'une licence C fait-il partie du fonds de commerce à usage de débit de boissons? .....	126
4. Un contrat <i>intuitu loci</i> .....	129
5. Déconnexion des jeux de cafés et exception d'inexécution .....	130
6. Résiliation unilatérale .....	132
7. Choisir entre l'exécution forcée et la résolution avec dommages et intérêts .....	132
8. Clause pénale .....	134
9. Rupture d'un contrat de placement de jeux à durée indéterminée .....	136
10. Durée du contrat et durée de la licence C .....	137
11. Comment se procurer un contrat de placement de jeux conclu par un concurrent et un ancien client, dont on connaît l'existence, contestée par les parties au litige? La collaboration loyale à la preuve .....	138
12. Le placeur de jeux, titulaire d'une licence E, peut-il prétendre à une indemnité d'expropriation lorsque l'immeuble dans lequel est exploité le débit de boissons est exproprié? .....	139
<b>C. La tierce complicité</b> .....	140
1. Compétence territoriale .....	140
2. Conséquence d'un désistement d'action .....	141
3. Fautes, manœuvres et stratagèmes .....	143
4. La marche arrière .....	150
5. Le dommage extracontractuel .....	152
6. À trois ou à quatre? .....	154
7. D'autres fautes? .....	156
<b>D. Divers : abus de position dominante ?</b> .....	158

## 4

### **La rente viagère à titre onéreux** .....

Benoît KOHL

professeur ordinaire à l'ULiège, avocat au barreau de Bruxelles

### **Introduction** .....

#### Section 1

### **Aspects de droit civil** .....

#### **A. La formation du contrat** .....

##### 1. Quelques définitions .....

2. Le caractère aléatoire du contrat et son incidence sur la validité de la vente en viager.....	173
3. Le montant de la rente.....	178
4. À propos du risque de rescision pour lésion énorme.....	186
<b>B. Les effets du contrat.....</b>	<b>188</b>
1. Obligation des parties.....	188
2. Conséquences du défaut de paiement des arrérages.....	191
<b>C. La fin du contrat.....</b>	<b>199</b>
<b>Section 2</b>	
<b>Aspects de droit fiscal.....</b>	<b>200</b>
<b>A. La fiscalité dans le chef du crédentier.....</b>	<b>200</b>
1. Impôts sur les revenus.....	200
2. Droits d'enregistrement.....	203
<b>B. La fiscalité dans le chef du débirentier.....</b>	<b>205</b>
1. Impôts sur les revenus.....	205
2. Droits de succession.....	206
<b>Conclusion.....</b>	<b>208</b>

## 5

### **La convention de transaction : entre ombre et lumière, le régime juridique d'un contrat particulier...**

Alexandre RIGOLET  
assistant à l'ULiège, avocat au barreau de Bruxelles

<b>Introduction.....</b>	<b>212</b>
<b>Section 1</b>	
<b>La qualification et le régime juridique applicable.....</b>	<b>213</b>
<b>A. Un contrat nommé.....</b>	<b>213</b>
<b>B. Définition et caractéristiques essentielles.....</b>	<b>213</b>
<b>C. Le régime juridique des engagements des parties – Théorie de l'absorption <i>versus</i> application distributive.....</b>	<b>217</b>
<b>D. L'application des règles en matière de protection du consommateur à la transaction.....</b>	<b>221</b>

Section 2	
<b>La formation de la transaction</b> .....	223
A. <b>Un contrat consensuel</b> .....	223
B. <b>Possibilité de faire acter l'accord par le juge ou l'arbitre</b> .....	224
C. <b>Conditions de validité</b> .....	224
1. Application du droit commun – Spécificités.....	224
2. Objet – Caractère déterminé des engagements des parties.....	225
3. Licéité des renonciations et des engagements des parties.....	225
4. Capacité et pouvoir de transiger.....	227
D. <b>Le consentement et ses vices – Particularités et applications</b> .....	233
1. L'erreur.....	234
2. Le dol.....	239
3. La violence.....	241
4. La lésion.....	243
E. <b>Les causes de nullité spécifiques à la transaction</b> .....	246
1. Les articles 2054 et 2055 du Code civil.....	246
2. L'article 2056 du Code civil.....	247
3. L'article 2057 du Code civil.....	247
Section 3	
<b>Les effets de la transaction</b> .....	248
A. <b>Les effets entre les parties</b> .....	248
1. Force obligatoire.....	248
2. L'effet déclaratif ou translatif de la transaction.....	248
3. L'effet extinctif de la transaction – Extinction de l'action et du droit.....	252
4. La portée matérielle des engagements des parties.....	254
5. Les sanctions de l'inexécution d'une transaction.....	256
B. <b>Les effets vis-à-vis des tiers</b> .....	260
1. La relativité des effets internes des transactions.....	260
2. L'opposabilité des effets externes des transactions.....	261
3. Le sort des codébiteurs solidaires et <i>in solidum</i> .....	263
4. L'opposabilité de la transaction au créancier subrogé.....	264
Section 4	
<b>L'extinction du contrat de transaction – Renvoi</b> .....	265
<b>Conclusion : un régime bien connu et quelques zones d'ombre</b> .....	265